



Communiqué de presse

33/21

Montreuil, le 22 mars 2021

Le gouvernement ne veut pas reconnaître ses soignant.e.s

Jeudi 18 mars, les infirmier.e.s anesthésistes diplômé.e.s d'Etat (IADE) attendaient la confirmation par l'Assemblée Nationale de la reconnaissance de leur exercice historique paramédical avancé déjà voté à l'unanimité par le Sénat.

Une quinzaine d'entre eux, venus de toute la France, Corse comprise, s'étaient symboliquement rassemblés devant l'Assemblée Nationale pour remercier les très nombreux députés qui les soutiennent, y compris au sein de la majorité actuelle.

Dans une posture où l'humain et les réalités de terrains ont de moins en moins de place, le Gouvernement, qui avait placé un amendement de suppression pendant la nuit, a laborieusement obtenu à deux voix près, le retrait de l'article introduit par le Sénat.

Il lui aura fallu pour imposer cela une suspension de séance pour battre le rappel de ses troupes et ainsi obtenir cette courte et peu glorieuse victoire provisoire.

De par son large champ de compétences et la transversalité de ses missions (anesthésie-réanimation, urgences vitales et pré-hospitalières, lutte contre la douleur), ses multiples lieux de pratique (hôpitaux publics et cliniques privées, SAMU-SMUR, Services de Santé et de Secours médical des Sapeurs-Pompiers, Croix Rouge, ...) et son exercice paramédical spécifique, cette profession joue un rôle essentiel, reconnu par tous, dans la lutte contre la pandémie. Elle en a aussi payé le prix fort.

Les IADE s'attendaient donc à autre chose que l'annonce d'une future nouvelle journée dédiée qui cache mal les petites manœuvres et la volonté de ne pas reconnaître réellement les soignant.e.s dans leur haut niveau de qualification et d'exercice professionnel.

Ils et elles continueront, soutenu.e.s par de nombreuses instances représentatives nationales et internationales et par une très forte majorité de parlementaires, à se mobiliser pour faire aboutir leur légitime demande.